

Pénurie de pasteurs

L'Église n'est pas prête à recruter à la HET-pro

Pour l'EERV, la question du recours à des diplômés de la Haute École de théologie de Saint-Légier se fait de plus en plus pressante.

Anne-Sylvie Sprenger
Protestinfe

Il est des questions qui ressortent régulièrement de sous le tapis, où certains les y auraient volontiers laissées. Ainsi du potentiel avenir professionnel des diplômés de la Haute École de théologie de Saint-Légier (HET-pro) au sein des Églises réformées. Samedi dernier, cette éventualité a agité le parlement (Synode) de l'Église évangélique réformée vaudoise (EERV). Une motion déposée par dix délégués proposait en effet de demander formellement à l'Exécutif de travailler à un «projet de décision ou de résolution à propos des modalités de collaboration avec les personnes ayant suivi une formation à la HET-pro et de leur possible engagement».

Il n'en fallait pas plus pour réanimer la controverse autour de ce lieu de formation de sensibilité plus évangélique que libérale. OÙ, concrètement, la conviction religieuse prend souvent le dessus sur l'approche historico-critique du texte biblique. «Quand la Confédération aura donné son *Stempel*, la question pourra être revisitée, mais pas avant», s'insurge la déléguée Claude Neyroud Busslinger, pointant le fait que la HET-pro n'a pas encore obtenu son statut de haute école. Sur le site de l'institution, «il est indiqué que cette accréditation pourra vraisemblablement être obtenue dès janvier 2023, mais ce n'est toujours pas le cas», indique Jean-Frédéric Leuenberger. À noter que l'institution ajoute que «l'accréditation obtenue, celle-ci s'appliquera de manière rétroactive à tous les diplômés».

Contexte de pénurie

Au nom du Conseil synodal, Jean-Baptiste Lipp rappelle que, «dès le départ, la création et le financement de la HET-pro ont été décidés sans la collaboration et l'aval officiel des Églises réformées de Suisse romande». Et de souligner que l'Exécutif a bien



La Haute École de théologie de Saint-Légier (HET-pro), ici lors de son inauguration en 2017, n'a pas encore obtenu son statut de haute école.

PATRICK MARTIN

«La création et le financement de la HET-pro ont été décidés sans l'aval officiel des Églises réformées de Suisse romande.»



Jean-Baptiste Lipp,
conseiller synodal

«Faisons confiance à ceux qui peuvent juger au cas par cas.»



Yvan Bourquin,
délégué synodal

l'intention «de rencontrer sa direction pour mieux communiquer sur les critères d'admission et lever tout malentendu sur ce qu'elle laisse entendre à ses étudiants en termes de conditions d'accès à un emploi au sein de l'EERV».

Du côté des partisans de l'ouverture, la situation apparaît de plus en plus paradoxale, alors que les Églises réformées font face à un manque de relève, que viennent encore accentuer les nombreux départs à la retraite prévus

ces prochaines années. «Ma principale préoccupation est bien celle de la repourvue des postes», exprime Laurent Lasserre. Précisément, pour le motionnaire Jean-Daniel Gilliard, «cette motion vise à élargir les filières et les possibilités de formation; à offrir à notre jeunesse des chemins différents pour s'engager dans notre Église. C'est du gagnant-gagnant.»

Un vivier «EERV-compatible»?

«Il ne faut pas confondre les débats», réagit Frédéric Amsler, professeur à la Faculté de théologie et de sciences des religions (FTSR). «La pénurie de ministres est un problème, les liens éventuels avec la HET-pro un autre.» Et de pointer des «clivages et différences d'approche profondes» avec l'institution confessante.

De l'avis du Conseil synodal, «tous les besoins de formation au ministère, pastorat et diaconat, sont d'ailleurs couverts par les facultés de Lausanne, Genève, Berne et l'Office protestant de la formation». Même argument du côté du porte-voix de la FTSR, pour qui la proposition est incompréhensible: «L'EERV jouit d'une situation extrêmement privilégiée, ses instances de formation étant toutes financées par l'État. Pourquoi aller chercher ailleurs?» À ses yeux, «la véritable urgence, c'est de mettre en place des formations plus attrayantes».

Une question de monopole?

Reste que de nombreux étudiants optent désormais pour le cursus «professant et professionnalisant»

de la HET-pro, comme note la motionnaire Théa Maffli, en évoquant sept étudiants engagés dans la paroisse EERV de Corsier-Corseaux et heureux de leurs études au sein de l'institution privée. «Tout ce qu'ils désirent, c'est qu'on reconnaisse leurs acquis. Ce n'est pas rien.» Et d'asséner: «On n'a pas besoin d'avoir peur. On a beaucoup de choses en commun et ce serait dommage de se priver de certaines couleurs.»

Pour l'heure, l'EERV a la possibilité d'octroyer des équivalences «après examen du dossier d'études, et ce de manière individuelle et non systématique», précise Jean-Baptiste Lipp. Une voie pragmatique jugée satisfaisante pour beaucoup, à l'instar d'Yvan Bourquin: «Faisons confiance à ceux qui peuvent juger au cas par cas», conjoint-il.

Pour Guy Labarraque, la réticence de la FTSR cache surtout la «crainte de perdre ses étudiants au profit de la HET-pro. Or, cela ne doit pas être notre souci, alors que nous peinons à repourvoir les postes vacants. La pluralité de notre Église implique un certain nombre d'étudiants venant de tous horizons. Ce n'est pas à la FTSR de leur dire qu'ils ne font pas partie du paysage religieux romand», conteste encore Guy Labarraque.

C'est aux Églises réformées seules qu'incombera la décision d'ouvrir leurs postes aux diplômés de la HET-pro. Ce samedi, le Synode de l'EERV était plus que divisé sur la question: la motion a été refusée de justesse par 31 voix contre, 28 voix pour et 3 abstentions.

L'UDC Vaud lance Michaël Buffat pour les États

Élections fédérales 2023

Le conseiller national a reçu le soutien du congrès. Dans la foulée, les délégués ont aussi accepté de poursuivre l'alliance avec le PLR et Le Centre.

Ce n'était qu'une formalité. La petite centaine de délégués de l'UDC Vaud, réunie jeudi soir à Maraçon dans le district de Lavaux-Oron, a désigné sans surprise Michaël Buffat pour défendre les couleurs du parti dans la course au Conseil des États. Au National depuis 2015, l'élu de Vuarrens âgé de 43 ans avait déjà tenté sans succès l'aventure en 2019 aux côtés de son collègue Jacques Nicolet. Cette fois-ci, il est l'unique candidat de son parti et figurera sur le ticket de l'Alliance vaudoise avec le PLR Pascal Broulis. L'ancien conseiller d'État a fait le déplacement pour l'occasion, accompagné de Marc-Olivier Buffat, président de cette alliance PLR-Le Centre-UDC et de la présidente du PLR Vaud, Florence Bettschart-Narbel.

Sondages favorables

«Je me réjouis de faire campagne avec Pascal Broulis, a réagi le candidat désigné juste après son adoubement. Je le connais bien, puisque je présidais la Commission des finances au Grand Conseil lorsqu'il était chef du Département des finances. On a certes des idées parfois divergentes, mais on se rejoint notamment sur une valeur essentielle qui est celle des responsabilités individuelles.» À plusieurs reprises, les résultats favorables pour l'UDC du troisième sondage électoral Tamedia (éditeur de ce journal) ont été rappelés. Le parti agrarien est celui qui affichait en février la plus forte progression avec une hausse de 1,9 point.

«La victoire ne dépend que de nous et de notre mobilisation, a déclaré à l'assemblée le président de l'UDC Vaud, Kevin Grangier.

Décrocher deux sièges aux États est à notre portée. Il y a une majorité de droite dans le canton.» Et pour profiter de cette «dynamique», le congrès a adopté non seulement la stratégie d'alliance de droite pour les États sous la bannière de l'Alliance vaudoise mais aussi d'appareillement des listes pour le Conseil national. Pour les fédérales d'octobre, l'UDC Vaud présentera trois listes au lieu des deux habituelles. Les 57 candidatures seront définitivement validées le 6 mai prochain.

«La victoire ne dépend que de nous et de notre mobilisation. Décrocher deux sièges aux États est à notre portée.»

Kevin Grangier,
président de l'UDC Vaud

«C'est important d'avoir accépté cette stratégie d'appareillement, a remercié de son côté Pascal Broulis. Il n'y a aucune raison que l'on se prive de ce que fait la gauche. La droite doit partir unie avec pour objectif de progresser et de gagner dans 220 jours un voire deux sièges aux États.» Pour l'heure en tout cas, l'Alliance vaudoise n'a pas porté chance à Michaël Buffat, candidat malheureux aux dernières cantonales de 2022.

Pour rappel, le ticket de la gauche pour les États est défendu par le socialiste Pierre-Yves Mailard et le Vert Raphaël Mahaim. Les Jeunes Verts vaudois ont lancé de leur côté leur coprésidente Angela Zimmermann. Les Verts libéraux misent sur leur conseillère nationale Céline Weber. Quant au POP-VD, il a lancé sa présidente Anaïs Timofte et le militant Zakaria Dridi. **Simone Honegger**



Le conseiller national UDC Michaël Buffat se lance une fois de plus dans la course au Conseil des États. FLORIAN CELLA

PUBLICITÉ

24 heures | Partenaire média

7 SŒURS DE TURAKIE
MA, ME, JE: 19H
VE: 20H / SA, DI: 17H30

THEATRE KLEBER MELEAU
21-26.03.23

TKM.CH TEXTE ET MISE EN SCÈNE: **TURAK THÉÂTRE**
EMILI HUFNAGEL ET MICHEL LAUBU

CHEMIN DE L'USINE À GAZ 9 / 1020 RENENS-MALLEY / BILLETTERIE: 021 625 84 29

Morges

La «maison vigneronne» sera démolie

La «maison vigneronne» vit ses derniers jours à Morges. Dissimulée par la végétation, la bâtisse construite aux alentours de 1847 a été considérée comme vétuste. «La remise des locaux est prévue pour fin mars et la démolition tout début avril», confirme la municipale Laetitia Morandi, chargée des Bâtiments. La construction abrite encore six personnes qu'héberge l'Association pour le logement des jeunes en formation (ALJF). La plupart seront relogées dans des bâtisses à Renens et Lausanne. **LPH**

Tir de M95

Dénonciation pénale des activistes

L'association Avenir Loup Lynx Jura annonce avoir déposé une dénonciation pénale auprès du Ministère public du canton de Vaud. Les militants n'ont pas digéré le tir du mâle reproducteur de la meute du Marchairuz, M95, alias «Gros Pépère», fin novembre, alors que le Canton était autorisé à «réguler» trois jeunes loups par l'Office fédéral de l'environnement. L'association invite ses membres à déposer leur propre dénonciation, invoquant le non-respect de la législation fédérale et de la Convention de Berne. **ELB**

PUBLICITÉ

24 heures | Partenaire média

BANDE-SON
WE SPAGHETTI
GRAND CONCERT DE MUSIQUES DE FILMS

24/25/26 MARS 2023
Salle de Chisaz, Crissier
2 AVRIL 2023
Victoria Hall, Genève
bande-son.ch